

# SOLUTION 12:

## L'IMPÔT UNITAIRE

### Quel est le problème ?

Actuellement, chaque filiale d'une société multinationale est imposée comme étant une entité distincte. Cela permet aux multinationales d'organiser leurs affaires et de procéder à des transactions entre l'ensemble de leurs filiales afin de minimiser leur facture globale d'impôt.

Il s'agit de ce qu'on appelle la manipulation des prix de transfert. Les prix de transfert sont les prix que se facturent entre elles les filiales d'un même groupe multinational. En optimisant abusivement les opérations des filiales relevant d'une même multinationale, cette dernière peut déclarer artificiellement ses profits dans des paradis fiscaux et ne pas payer d'impôt sur ces deniers.

Par exemple, Google, en 2018, a détourné près de 20 milliards d'euros de revenus qui auraient dû être imposés sur le continent européen. Grâce à des stratagèmes qui utilisent les lois fiscales de divers pays européens, Google a manipulé ses opérations afin de déclarer ses profits européens aux Bermudes et n'aura pas à payer d'impôts !

### Quelle est la solution ?

De plus en plus de spécialistes proposent de réformer la fiscalité internationale des sociétés multinationales afin de les imposer non pas sur les profits de chacune des filiales du groupe, mais plutôt sur la

base du profit consolidé de la multinationale. C'est ce qu'on appelle le système de la taxation unitaire des sociétés multinationales.

### Quels sont les avantages de l'impôt unitaire ?

- Avec un système d'imposition unitaire, nous aurions le portrait exact des profits annuels globaux réalisés par la multinationale.
- Les impôts payés par une multinationale sur ses profits consolidés seraient répartis entre les pays dans lesquels cette multinationale fait affaire.
- Cette répartition serait effectuée sur la base d'une formule qui prendrait en compte divers facteurs tels que les ventes, les actifs et le nombre d'employés par pays. L'idée est de répartir les impôts perçus globalement entre chaque pays en fonction des activités réelles que la multinationale y exerce.
- Il ne serait donc plus possible pour une multinationale d'optimiser ses opérations pour faire déclarer ses profits dans un paradis fiscal puisqu'elle serait imposée en proportion des activités qu'elle a réalisées dans les pays où elle est active.

Il s'agit d'une solution radicale et audacieuse. Si le Canada ne doit pas attendre l'instauration de l'imposition unitaire pour agir sur d'autres fronts, il devrait malgré tout se poser en leader et en faire activement la promotion auprès de ses partenaires et des institutions internationales.

